



Les lycées ont toute leur place dans l'Education Prioritaire !

A l'occasion de la refonte de la carte de l'Education Prioritaire, la Ministre de l'Education Nationale, suite aux mobilisations des personnels, avait pris l'engagement de construire une nouvelle carte des lycées de l'Education Prioritaire sur la base de critères transparents. Cet engagement, pris en 2015, n'a jamais été suivi d'effets, et en avril 2016, nous avons appris, par l'intermédiaire d'une réponse de la Ministre de l'Education Nationale à un courrier d'un parlementaire du 92, que la sortie des lycées de l'Education Prioritaire était actée.

Les sections académiques du du SNES-FSU, du SNEP-FSU, du SNFOLC-FO, du SNETAA-FO, de la CGT Educ'action et de Sud dénoncent cette décision, inacceptable sur la forme et le fond. Elle traduit une nouvelle contradiction entre une supposée priorité à la jeunesse et ce qui s'apparente, de fait, à une relégation des élèves des quartiers populaires. Cette sortie des lycées de l'Education Prioritaire va aggraver les inégalités existantes, et considérablement dégrader les conditions d'études et d'enseignement des élèves et des personnels : augmentation du nombre d'élèves par classe, déstabilisation des équipes éducatives confrontées à la perte d'avantages spécifiques. Dans le contexte de crise économique qui touche particulièrement notre académie, et notamment les familles les plus fragiles, c'est d'une toute autre orientation dont a besoin l'Education Prioritaire : diminution du nombre d'élèves par classe, maintien des avantages spécifiques pour les personnels (primes, bonifications), équipes pluriprofessionnelles renforcées, élargissement de la carte des lycées .

Les sections académiques du SNES-FSU, du SNEP-FSU, du SNFOLC-FO, du SNETAA-FO, de la CGT Educ'action et de Sud Education soutiennent les mobilisations actuelles des lycées qui dénoncent ainsi leur sortie brutale du dispositif et ses conséquences, l'absence de nouvelle carte des lycées de l'Education Prioritaire, et **demandent à la Ministre d'apporter des réponses rapides à leurs revendications.**

Elles appellent à une journée d'action académique le jeudi 29 septembre (rassemblements, occupations, grève...) et demandent à la Ministre de les recevoir avec les représentants des lycées en lutte.

Les lycées ont toute leur place dans l'Education Prioritaire ! Il est donc urgent que des discussions sur la construction d'une nouvelle carte commencent, sur la base d'un périmètre élargi, en partant des besoins du terrain.

Nos sections académiques transmettent ce communiqué à leurs syndicats nationaux respectifs.